

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE, À ISTANBUL LE 28 JANVIER 2014.

28 JANUARY 2014 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Recteur,

Monsieur le Président de la fondation,

Mesdames, Messieurs les ministres, parlementaires et amis de Galatasaray,

Je suis dans un lieu qui est un symbole. Le symbole de l'amitié entre la France et la Turquie. Vous avez rappelé, Monsieur le Recteur, qu'en octobre 1968, le Général DE GAULLE était venu célébrer le centenaire de la création du lycée. Il avait, à ce moment, délivré lui aussi une allocution. Il avait dit combien ce lycée était le fruit de l'Histoire, et qu'il avait fallu une passion commune, celle de l'Empire Ottoman, mais aussi de l'Empire français, puisque c'était Napoléon III, et son ministre Victor DURUY, qui avaient été à l'origine de ce qu'est devenu Galatasaray.

Il avait aussi dit aux étudiants que, ce qu'il attendait d'eux, ce n'était pas simplement le partage d'une langue -la langue française-, d'une culture, particulièrement riche, pas simplement d'avoir des études de littérature ou de droit mais qu'il fallait faire confiance dans la science.

Le Général DE GAULLE avait annoncé aux autorités turques que la France était capable de fournir, déjà à cette époque, sa technologie. Je n'ai rien à retirer à cette intervention du Général DE GAULLE. Mais, depuis 1968, la Turquie a connu une très grande transformation. Si nous pouvons ouvrir aujourd'hui une nouvelle étape de notre relation, c'est parce que nous sommes conscients que nous allons écrire les pages industrielles de demain.

Puis, en 1992, François MITTERRAND, Président de la République, est aussi venu à Galatasaray. Il ne s'agissait plus du lycée mais de l'université. François MITTERRAND avait souhaité que, là encore, il puisse y avoir le partage de l'excellence entre nos deux pays.

A mon tour, 22 ans après, je suis là, toujours à Galatasaray. Vous allez me dire : c'est un passage obligé. Non, c'est un bonheur partagé que d'être là, avec des intellectuels, des professeurs de renom, et aussi une génération d'étudiants, étudiants turcs voulant apprendre en français et étudiants français venant découvrir la Turquie et partager ses expériences.

Nous sommes ici dans un lieu, je l'ai dit, chargé d'histoire. Car à Istanbul, de nombreux intellectuels français, auteurs sont venus pour trouver l'inspiration : CHATEAUBRIAND, FLAUBERT, LAMARTINE, Pierre LOTI, Jean COCTEAU. Mais nous avons eu aussi à accueillir, en France, de grands écrivains qui étaient aussi passés par le lycée et maintenant par l'université.

Vous l'avez rappelé, Monsieur le Président, ce lieu de savoir et de connaissance, de formation, produit les élites de la Nation turque. Grâce à vous, grâce à votre enseignement, je constate que parmi les responsables politiques, parmi les dirigeants d'entreprises, parmi un certain nombre de journalistes et d'intellectuels, la langue française est parlée. Je vous remercie donc de contribuer à la Francophonie. Je veux aussi saisir cette occasion pour dire combien il y a, depuis 20 ans, un changement considérable qui s'est produit en Turquie. Changement économique, avec des succès commerciaux, industriels. Changement politique aussi, avec l'exigence démocratique qui s'est à chaque fois rappelée. S'il y a eu autant de changements, c'est parce qu'il y a eu une confiance qui a été faite dans l'enseignement, l'éducation, le savoir, la connaissance. Les universités turques se sont ouvertes à de plus en plus d'étudiants. Il y en a, je crois, près de 4 millions aujourd'hui. C'est dire si cet investissement a été remarquable.

Pour vous, ici, je veux avoir une attention toute particulière car vous avez choisi de faire vos études en français. La langue française, je le rappelle chaque fois que j'en ai l'occasion, n'est pas la propriété de la France. C'est un bien que nous mettons à la disposition du monde entier. C'est aussi une culture, des valeurs qui sont transportées par cette langue, portées par ce qu'elle a façonné au cours de son histoire, c'est-à-dire des principes qui nous rassemblent, la liberté, le pluralisme, la dignité de la femme et de l'homme.

C'est pourquoi nous sommes si attachés, et vous, et nous, à ce que l'on appelle l'exception culturelle,

qui n'est pas là non plus une façon de nous protéger mais, au contraire, une façon de partager ce que nous pouvons mettre en commun, c'est-à-dire notre diversité, notre pluralité.

Je sais aussi combien vous êtes friands de culture et que vous portez, vous aussi, ce même attachement à la création, dans la littérature, dans le cinéma, dans le théâtre. Vous avez produit de grandes uvres, et je veux ici saluer Orhan PAMUK distingué par le prix Nobel, comme de grands cinéastes comme Fatih AKIN.

Vous l'avez rappelé, Monsieur le Recteur, 22 ans que vous n'aviez pas vu à Galatasaray un Président de la République. Puisque tous les Présidents de la République française passent par Galatasaray, vous pouvez, vous, faire uvre d'historien, vous datez.

22 ans, cela peut paraître beaucoup, trop, mais à l'échelle de l'histoire, ce n'est rien. Je le rappelais devant le Président GÜL, nos relations diplomatiques remontent au 16ème siècle. Nous avons donc tant d'années de patrimoine commun que nous pouvons parfois suspendre le temps.

Mais je veux le rattraper car je considère que la France et la Turquie ont beaucoup à faire ensemble. D'abord parce que je reconnais ce que la Turquie a comme atouts. J'ai cité son économie, j'y reviendrai, mais je veux parler de sa jeunesse. Votre pays est le plus jeune du continent européen. La moitié de la population a moins de 30 ans. J'ai rappelé que votre pays comptait 4 millions d'étudiants. Cette jeunesse, comme toute jeunesse, est ardente. Elle est exigeante, elle est dynamique, et elle l'a montré au cours de ces derniers mois. C'est un signe de maturité démocratique.

Je rappelais que le Général DE GAULLE était venu en octobre 1968. Il y a donc des traditions qui se perpétuent. Mais c'est aussi une responsabilité, vous, les jeunes, que vous exprimez, celle de faire entendre à la fois vos aspirations, vos inquiétudes, vos espérances. En France aussi il y a le même message qui est toujours une interrogation sur l'avenir. Quelle est la place qui va être donnée à la génération qui vient ? Quel est le destin qui lui est proposé ? Quelle est la capacité qu'a une société de faire que la jeunesse puisse avoir l'idée qu'elle vivra mieux que ses propres parents ? C'est cette responsabilité qui pèse sur nous, dans nos pays respectifs. Il n'y a pas d'autre choix que de faire celui de l'éducation, de la connaissance, de la formation. Non pas que cela donne forcément droit à un diplôme d'abord, et puis ensuite à un métier mais le premier devoir d'une Nation, d'une République, c'est d'être capable d'offrir à sa jeunesse toutes les conditions pour réussir son destin et son avenir.

En France, nous avons fait ce choix, nous l'avons fait depuis longtemps. Cela a été la promesse républicaine. Mais nous l'avons fait encore récemment en donnant plus de moyens à l'école, en faisant en sorte que nos universités, notamment à travers une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, puissent avoir une autonomie mais aussi une capacité pour avoir davantage de liens avec la recherche, avec les entreprises, et permettre qu'il y ait, pour les étudiants, une possibilité supplémentaire de réussir. Nous avons même augmenté le nombre de bourses, de façon à ce que les moins favorisés puissent aussi avoir toutes les conditions pour suivre un enseignement supérieur. Cela, c'est le premier devoir.

Ensuite, nous en avons un autre qui est d'assurer un emploi. Je dis bien un emploi parce qu'il ne peut pas y avoir plus grande frustration pour une jeunesse que d'être formée et de ne pas trouver, dans un délai raisonnable, un emploi durable.

Cette responsabilité pèse sur tous les gouvernements, et sur le mien en particulier, parce que nous ne devons pas simplement diminuer le nombre de chômeurs, c'est une obligation, qui vaut notamment pour les jeunes. C'est difficile quand il n'y a pas de croissance mais nous devons faire en sorte que ceux qui ont fait l'effort de se former puissent accéder à un emploi qui puisse être durable et qui leur offre une perspective d'évolution.

Cette jeunesse, ici en Turquie, peut trouver des signes de confiance dès lors que la croissance est forte. Mais on connaît aussi les aléas, les soubresauts, nul n'est épargné par les crises. C'est pourquoi nous devons travailler ensemble.

Je sais votre attachement à la perspective européenne. D'abord parce que l'union douanière, à laquelle la Turquie participe depuis 1996, n'est pas sans rapport avec le succès économique qui était le vôtre. Ensuite parce que, à juste raison, vous pensez que les négociations qui peuvent conduire, un jour, si les peuples en décident, à l'adhésion, que ces négociations peuvent être des instruments supplémentaires d'ouverture, de démocratisation, de garanties, d'Etat de droit, de libertés, mais aussi de développement,

de modernisation.

C'est pourquoi la France veut ouvrir de nouveaux chapitres pour la négociation, sans préjuger de son issue mais permettant ainsi à ce que des chapitres, notamment ceux sur la séparation du pouvoir et l'indépendance de la justice puissent permettre à la Turquie et à l'Europe de cheminer ensemble.

Je sais que vous avez confiance dans la France, aujourd'hui, pour permettre ces évolutions. Parce que la France porte des valeurs. Pas simplement pour l'Europe, pas simplement dans l'Europe mais pour l'ensemble du monde. Ce que nous demandons à tous les pays, ce sont les mêmes principes que ceux que nous voulons pour l'Europe.

Comment distinguer ? Pourquoi séparer ? Ce que nous avons en commun, l'humanité toute entière, ce sont des principes et des valeurs qui valent partout, au-delà de ce que l'on appelle les civilisations, qui dépassent les religions, et qui nous permettent de croire que le monde sera meilleur. C'est le combat que toute jeunesse doit poursuivre et doit engager partout dans le monde.

De ce point de vue, au moment où je parle, la Tunisie, qui a été le premier pays à connaître ce que l'on avait appelé « les Printemps arabes » -qui se sont un peu assombris depuis-, la Tunisie vient d'adopter une Constitution, montrant par-là même, une nouvelle fois, ce que j'avais dit moi-même à Tunis, que islam et démocratie sont conciliables. Il peut y avoir, pour un pays qui a son histoire, ses traditions, une capacité à faire le choix de la démocratie, jusqu'au bout.

Il était important que je vienne ici en Turquie après tant d'années, où nous ne nous étions pas parlés aussi franchement, et où, parfois, des malentendus ont pu exister, notamment par rapport à l'histoire. C'est toujours une tâche douloureuse que de regarder sa propre histoire. Elle peut être glorieuse, elle peut être parfois plus sombre. Nul pays n'est à l'abri de débats qui traversent un moment une société par rapport au passé, par rapport à l'histoire.

Nous allons cette année commémorer la Première guerre mondiale. Ce que l'on appelle la Grande guerre et qui a eu son lot de massacres, de tragédies, et qui vont nous obliger les uns, les autres, à revenir sur cette période, y compris les événements de 1915.

Vous connaissez la position de la France, et je ne dirais pas des choses différentes de celles que j'exprime à Paris, mais, en même temps, je pense que tout doit être regardé en face parce qu'un peuple qui fait cet effort se grandit, à ses yeux et aussi aux yeux des autres.

Je sais aussi que nous sommes deux grands pays, la France et la Turquie, qui ont la prétention de peser sur la sécurité et la paix dans le monde. En ce moment, c'est vers la Syrie que nous tournons nos regards. Mais vous, en plus de regarder ces exactions et ces massacres, vous accueillez aussi des réfugiés en grand nombre. J'ai salué l'effort du peuple turc de solidarité à l'égard de ces familles qui viennent ici chercher secours et protection.

Là encore, nous devons agir ensemble parce que nous sommes solidaires de l'effort que vous faites et des risques qui peuvent déstabiliser l'ensemble de la région. Je ne pense pas simplement à la Turquie, je pense aussi au Liban, je pense à la Jordanie, je pense à tout ce qui peut à un moment être un embrasement général. Nous devons agir, nous l'avons fait, d'abord en pesant autant qu'il a été possible, y compris pour la France avec une menace directe d'actions quand nous avons appris que les armes chimiques avaient été utilisées par le régime syrien pour, hélas, assassiner des civils, femmes et enfants compris.

Nous avons aussi fait en sorte de détruire cet arsenal chimique. Cela sera l'action d'une organisation qui est dédiée à cette tâche. Mais nous n'en avons pas terminé. On tue avec des armes qui ne sont pas chimiques mais on tue et on tue de plus en plus en Syrie.

Nous devons alors faire en sorte que cette conférence de Genève 2 puisse revenir sur son seul sujet, c'est-à-dire la transition, le départ de Bachar EL ASSAD et la constitution d'une équipe nouvelle qui puisse permettre des élections en Syrie. Quand on parle d'élections en Syrie, cela paraît presque improbable, impossible, et pourtant, nous avons montré dans d'autres régions du monde que lorsqu'il y a une volonté, lorsqu'il y a une mobilisation internationale, nous pouvons aller plus vite que l'on ne le croit, le plus souvent vers une issue démocratique.

Je sais aussi que nous avons dans l'OTAN une singularité, la France et la Turquie. Nous voulons garder à la fois la fidélité à nos alliances mais également notre autonomie stratégique. J'ai dit aux autorités turques que nous étions prêts à coopérer en matière de défense.

Nous avons surtout ouvert. au cours de cette visite d'Etat. beaucoup de sujets économiques. J'v

reviendrais tout à l'heure parce que je participe à un forum économique avec des chefs d'entreprise turcs et des chefs d'entreprises français. Je souhaite que nous puissions élever le niveau de nos échanges, c'est-à-dire faire en sorte que nous puissions, dans des domaines comme l'énergie, comme les transports, comme l'agroalimentaire, et dans beaucoup d'autres secteurs, partager notre technologie, nouer des alliances et être capables de conquérir ensemble, Français et Turcs, des marchés extérieurs.

Je veux terminer sur l'enjeu de la Méditerranée, parce que nous le partageons. Il n'y a qu'une chose que l'on ne peut pas changer dans un pays, aucune réforme structurelle ne peut permettre de bouleverser, c'est la géographie. Il se trouve que nous sommes à l'Ouest de l'Europe. Vous êtes à l'Est. Nous avons toutes raisons de penser que rien ne changera de ce point de vue.

[Interruption de séance puis reprise du discours]

Nous sommes rassurés sur l'état de santé de Ilber ORTAYLI qui est un grand historien et dont les uvres, grâce à la presse française aujourd'hui présente, seront maintenant davantage connues, à cause hélas de cet incident.

Mais, je vais terminer mon propos sur ce que la Méditerranée nous fait obligation, c'est-à-dire vivre ensemble. Cette Méditerranée que vous appelez « la mer blanche », doit être le champ où la France et la Turquie doivent coopérer encore davantage et qui lie nos deux pays, qui leur donne une responsabilité. Aujourd'hui, je l'ai dit, nous devons accompagner les transitions, faire que les aspirations des peuples puissent trouver leur issue dans le respect des droits fondamentaux et de la démocratie, et faire de la Méditerranée c'est ce que la Turquie et la France doivent décider ensemble un espace de rencontres, d'échanges, de paix et donc de sécurité.

Cela va bien au-delà de l'Europe, et c'est ce qui doit nous unir parce que, ici à Istanbul, vous êtes la rencontre, le pont entre les différentes civilisations. C'est là que différents peuples et trois religions ont cohabité, de Byzance à Constantinople et Istanbul.

Ici, il est impossible de ne pas penser au mot de Joseph BRODSKY qui disait en parlant d'elle, d'Istanbul, qu'il n'y a aucun endroit au monde où la géographie suscite autant l'histoire. C'est cette histoire que nous devons continuer à écrire avec vous dans ce carrefour où les empires, les cultures, les civilisations, les religions, l'Europe et l'Asie se sont retrouvés. Dans ce carrefour qui regarde l'avenir avec confiance.

Au bord du Bosphore, où nous sommes, bordé par deux mers de rencontre, la Mer noire et la Méditerranée, cette union, ô combien symbolique entre les continents, entre l'Orient et l'Occident, vous l'avez réalisée physiquement avec le Tunnel Marmaray qui relie désormais l'Europe et l'Asie.

Ce lien désormais physique est un symbole, dans cette ville d'Istanbul qui est devenue l'un des grands repères du monde et qui incarne l'un de ces lieux où la mondialisation, si elle est maîtrisée, si elle est régulée, s'enrichit des identités et des cultures, invente de nouveaux échanges, porte des aspirations. C'est en venant ici que l'on a moins peur de cette rencontre.

C'est là dans cette ville particulière, symbolique, que nous pouvons porter l'espérance.

C'est ce message que je voulais délivrer ici devant vous à Galatasaray, ce lieu où l'intimité entre la France et la Turquie s'incarne dans un mot, un seul mot qui s'appelle « la culture ».

Merci chers amis pour votre accueil.